



Débats CGT – FSU dans les départements : quelques éléments de cadrage

1/ Contexte et objectifs des rencontres

La FSU et la CGT discutent depuis juillet 2023 d'un travail en commun approfondi avec comme objectif la poursuite de l'intersyndicale confédérale, de l'unité syndicale dans la fonction publique et de l'amélioration du travail en commun entre nos 2 organisations.

C'est à dessein que la CGT et la FSU ne définissent pas précisément les contours de ce que pourrait être un syndicalisme de transformation sociale plus rassemblé, puisque c'est le processus lui-même qui doit permettre, étape après étape, de déterminer ce qu'il est possible et pertinent de construire. Ce nouvel outil syndical pourrait être un cadre de travail en commun pérenne, une maison commune ou union de syndicats ?

Les étapes de mutualisation, si petites soient-elles, doivent permettre de mieux se connaître, de vérifier que le travail en commun est possible sur de nombreux sujets, qu'il nous fait avancer nous-mêmes, et ainsi de vérifier cette idée que plus nous mettons en commun, plus le syndicalisme est fort. A chaque étape, des bilans et des débats larges dans la CGT et dans la FSU, donc dans leurs syndicats, doivent être faits. Chaque moment doit permettre de faire exister beaucoup plus largement le débat parmi les adhérent·es.

Depuis 2009, diverses initiatives sont prises : travail en commun sur le fond des sujets, stages, rencontres, etc. Si cela n'a pas débouché sur les cadres plus systématiques qui étaient annoncés au départ, on peut affirmer que cela a au moins permis de rapprocher fortement les équipes syndicales, nationales comme départementales : dans la fonction publique, l'intersyndicale CGT – FSU – Solidaires est une réalité permise par cette impulsion.

Force est de constater cependant que le débat doit être plus concret. Le rendre plus intelligible doit être l'ambition des prochaines étapes, pour que tout le monde puisse se saisir des enjeux et contribuer à ces échanges. La volonté commune des directions syndicales est d'impulser cette démarche.

2/ Cadrage général de ces initiatives

Il s'agit de départements où un travail commun est identifié.

Prévoir dès le départ de faire un compte-rendu ramassé et compréhensible, diffusable largement y compris nationalement : afin de maintenir la nécessaire transparence démocratique et d'aider les initiatives similaires partout où c'est possible.

Sans vouloir cadrer l'ensemble des débats, en laissant la main aux militant-es les choix des sujets et de leur organisation, le groupe de travail national propose une trame pour mener les débats :

- Le débat peut utilement commencer, sur une demi-journée, par une **introduction** sur l'état du processus en cours entre la CGT et la FSU. Il s'agit de dire clairement où on en est, le rythme et les modalités envisagées à ce stade, de répondre aux interrogations et de recueillir les éléments d'appréciation de la démarche par les militant-es.
- Cette partie du débat pourra s'appuyer sur la note commune CGT-FSU et par les quelques éléments ci-dessous (voir au point 3).
- Il peut continuer sur un débat plus thématique l'après-midi (voir point 4 de cette note), avec des fiches thématiques à construire.
- Parmi les productions communes qui pourraient être utilisées ou ressortir de ces journées : matériel commun sur la question de l'extrême droite ; engager un chantier sur des formations communes...

3/ Quelques éléments à mettre en débat la matinée

Le contexte politique, et en particulier la montée inquiétante de l'extrême droite, donne un caractère d'urgence à tous les travaux que nous réalisons : le besoin de s'unir davantage est de plus en plus vital pour le syndicalisme en général, et pour le syndicalisme de transformation sociale en particulier. On sait qu'un processus de rapprochement nécessite le temps de l'élaboration, du débat et de la délibération, avec la contradiction dépassable de répondre rapidement à la situation. C'est bien en tous cas en conscience que nous ne devons à aucun moment nous retrouver contraints de faire des choses dans la précipitation que nous devons envisager les possibles dès aujourd'hui.

Pour la FSU, le tête à tête avec la CGT peut être compliqué : d'abord parce que l'échange se faisant entre deux organisations qui n'ont pas le même poids électoral, pas le même nombre d'adhérent-es, pas le même champ de syndicalisation, etc., et pourrait donc faire surgir la tentation d'absorption d'une organisation par l'autre. Ensuite et surtout, parce que seulement 2 organisations qui discutent de ces perspectives, ce n'est pas à la hauteur de l'enjeu, beaucoup plus vaste.

Pour la CGT, le document du 53^{ème} congrès stipule l'amélioration de l'unité d'action et rappelle le besoin d'unification du syndicalisme pour rassembler le salariat. Le travail en commun avec la FSU, organisations historiquement sœurs a du sens et s'inscrit pleinement dans ce mandat. Le temps nécessaire devra être pris pour être débattu dans les syndicats.

La discussion entre nos deux organisations a aussi le mérite de clarifier un certain nombre de points, et en particulier celui qui consiste à dire qu'il s'agit bien d'accoler à « *syndicalisme de transformation sociale* » le fait que celui-ci est « *à vocation majoritaire* ». Le but est en effet de rassembler, non pas sur le plus petit dénominateur commun, mais de rechercher l'unité en toute circonstance pour avoir, dans le syndicat, l'ensemble du monde du travail dans toutes ses composantes, voire ses contradictions, pour organiser cette masse, ce nombre, et avoir plus de force pour porter des revendications face au patronat ou à l'Administration.

4/ un débat plus « thématique » l'après midi

1. Une première série de discussion peut utilement porter sur tout ce qui tourne autour du revendicatif commun. Cela peut commencer par un point sur les initiatives existantes, les terrains d'intervention commune dans la période.

Cela peut donner lieu à des débats sur les formes de ces actions communes ainsi que sur des thématiques de fond telles que listées dans la feuille de route. Dans un débat local on peut particulièrement pointer :

- la question de l'utilité des services publics,
- la question de l'articulation entre impératifs environnementaux/types d'emplois, qui constitue une excellente entrée car elle peut se nourrir d'exemples locaux concrets et reposer la question de l'articulation entre urgence environnementale/réalités pour les salarié-es,
- la question des libertés syndicales, en lien avec la lutte actuelle et malheureusement sans doute à venir contre l'extrême droite,
- le lien formation / qualifications / emploi,
- management dans les établissements scolaires, dans la Fonction Publique et dans le privé.
- Egalité hommes – femmes.

2. Une deuxième série de discussions peut porter sur des questions plus centrées sur les organisations. L'entrée pourrait être « *qu'est-ce que le syndicat idéal ?* », l'idée étant d'amener la question des attentes démocratiques des salarié-es, comment faire pour que de nouveaux-elles salarié-es adhèrent et que de nouveaux-elles adhérent-es deviennent militant-es, etc., pour avancer dans le renouveau du syndicalisme de transformations sociales. Dans un contexte où les réformes de la démocratie sociale sont pensées par les pouvoirs pour éloigner les représentant-es des personnels des réalités professionnelles, quelles réponses syndicales ? Comment se nourrir des expériences de chacune de nos organisations pour proposer un cadre dans lequel l'ensemble du salariat se retrouve et puisse élaborer les meilleures réponses syndicales ? Face à des réformes de la démocratie sociale pensées par les pouvoirs comme devant aboutir à un éloignement des représentant-es des personnels des réalités professionnelles vécues, quelles réponses syndicales imaginer ?